



CERCLE SILENCIEUX, LUXEMBOURG 23 AVRIL 2015 - PHOTO : PAULO LOBO

**Edito**

## De l'humanité et de la responsabilité collective

En l'espace de quelques semaines, des dizaines de milliers de personnes ont tenté de franchir la Méditerranée pour rejoindre l'Europe, le plus souvent à partir des côtes libyennes. La Libye, devenue un pays de non-droit et de chaos depuis le conflit qui a conduit au renversement du régime de Mouammar Kadhafi. Nombre d'associations, de reportages journalistiques, ont dénoncé ces dernières années les conditions de vie des personnes arrêtées en situation irrégulière, placées en détention pour une durée arbitraire, dans des centres

surpeuplés, victimes trop souvent de vols, de malnutrition et d'actes de torture. Malgré les risques encourus, de nombreux réfugiés continuent cependant de passer ces frontières. Beaucoup fuyant des conflits ou des persécutions en Syrie, au Nigeria, en Irak, en Erythrée, en Somalie entre autres. D'autres espérant trouver de meilleures perspectives économiques, en raison de la relative prospérité de la Libye, largement tributaire des travailleurs étrangers. C'est le cas notamment de nombreux ressortissants d'Afrique Subsaharienne.

SUITE PAGE SUIVANTE

## Sommaire

**p.3** « La notion de citoyenneté est antérieure à celle de nationalité » - Rencontre avec l'historien Denis Scuto

**p.4** Le droit de vote des étrangers : un principe d'égalité - Prise de position du Clae sur le référendum

**p.5** « Nous voyons avec crainte un certain repli identitaire et des séparatismes déchirer le monde »

**p.7** Rencontre avec l'Association Kweni

**p.8** Agenda



Pour certains, la Libye est un pays de destination, pour d'autres, minoritaires, un pays de transit avant de tenter la traversée vers l'Europe. Une traversée entreprise au risque conscient de mourir, les personnes candidates se voyant le plus souvent contraintes, en l'absence de voie légales d'immigration, de s'en remettre aux filières criminelles des trafiquants d'êtres humains.

Les trop nombreux drames survenus ces dernières semaines au large des côtes européennes peuvent en partie être expliqués par l'abandon de l'opération *Mare Nostrum* – un vaste programme de sauvetage mis en place par l'Italie après le traumatisme de Lampedusa en octobre 2013 lorsqu'un naufrage avait fait 300 victimes – et son remplacement par une patrouille de surveillance européenne des frontières, opération dénommée Triton, de bien moindre envergure, financée par l'Union européenne sous l'égide de l'agence Frontex. Une opération qui n'a pas pour mission première de sauver des vies mais de contrôler les frontières. La « surveillance » des frontières extérieures de l'Union, fer de lance de cette politique européenne répressive

en matière d'immigration, coûte chaque mois plusieurs millions d'euros et a largement prouvé son inefficacité. Prenons un seul exemple, Eubam Libya, une mission « d'assistance » aux frontières en Libye qui avait pour double objectif d'aider les autorités à mieux contrôler leurs frontières pour empêcher les flux migratoires le long des frontières maritimes et de lutter contre le terrorisme et la criminalité. Débutée en mai 2013 avec un budget annuel de 26 millions d'euros, elle a officié à partir de la Tunisie (sic) depuis août 2014 avant finalement d'être suspendue début avril.

Combien de vies humaines perdues – l'Organisation internationale pour les Migrations (OIM) en dénombre plus de 1600 depuis le début de l'année – faudra-t-il avant que l'Union Européenne abandonne sa politique défensive et sécuritaire et se montre solidaire, non seulement vis-à-vis des réfugiés fuyant des situations de guerre – conflits dont l'Europe est parfois en partie responsable, mais aussi envers les pays européens les plus exposés aux arrivées de ces personnes et qui manquent cruellement de moyens pour les accueillir

dignement ? Le Sommet européen extraordinaire réuni le 23 avril dernier sur la question a accouché d'une souris et démontre le cynisme des dirigeants européens. L'Union européenne doit aider à la stabilisation des pays en proie aux conflits, se montrer solidaire des pays d'arrivée des réfugiés tels que l'Italie et la Grèce et ouvrir des voies légales d'immigration en instaurant des visas humanitaires, système qui permettrait également de lutter contre les réseaux criminels. Sécuriser les frontières – et les externaliser toujours un peu plus – est une réponse coûteuse qui contrevient aux droits de l'Homme. L'urgence est de sauver des vies humaines.

A partir du 1<sup>er</sup> juillet, le Luxembourg assurera la présidence du Conseil de l'Union européenne. Aura-t-il le courage de dénoncer l'immobilisme de l'Union et d'entamer un vaste débat sur une réforme en profondeur des politiques communes d'immigration et d'asile, respectant les valeurs fondamentales des droits et de la dignité humains ?

Franco Barilozzi

## « La notion de citoyenneté est antérieure à celle de nationalité »

**Denis Scuto, historien à l'Université de Luxembourg, a consacré une partie de ses recherches aux questions que soulève la nationalité et qui sont intimement liées aux pratiques, aux discours sur les migrations. Dans l'actualité du référendum du 07 juin sur l'ouverture du droit de vote législatif aux résidents de nationalité étrangère, il a accepté de répondre à nos questions.**

**La nationalité a-t-elle toujours été la condition *sine qua non* de la citoyenneté ?**

**Denis Scuto :** Non, la notion de citoyenneté est antérieure à celle de nationalité. Dès la Révolution française et la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen, la proposition de donner la citoyenneté aux non-nationaux est présente. La Constitution de l'An II ne fait pas de distinction entre étrangers et nationaux français dans la définition de la citoyenneté. Au moment de la création du Grand-Duché de Luxembourg, pour être citoyen en 1815, il ne faut pas avoir la qualité de Luxembourgeois, il faut habiter sur le territoire de 1815, y être né et de parents y domiciliés avant cette époque. Nous sommes donc déjà en présence d'une citoyenneté résidentielle combinée avec la conception monarchique d'Ancien Régime du *ius soli* qui attachait l'homme à la terre de son seigneur. Un règlement de 1825 change la condition de résidence en l'abaissant et en précisant qu'il faut avoir demeuré au Grand-Duché « la dernière année et six semaines ». Il faut attendre 1841 et la Constitution d'Etats d'un Grand-Duché qui devient autonome des Pays-Bas pour voir apparaître comme condition du droit de vote le fait d'être « Luxembourgeois de naissance ou naturalisé » et d'être un homme. Après 1841, le lien entre nationalité et citoyenneté est explicite pour le droit de vote politique. La nationalité donne accès à la citoyenneté. Les choses changent de nouveau avec l'extension du droit de vote aux non-nationaux pour les élections européennes et communales dans les années 1990.

Ce lien entre nationalité et citoyenneté n'est pas explicite aux Etats-Unis jusque dans les années 1920, il n'est toujours pas automatique en Grande-Bretagne aujourd'hui. Il est dissocié dans des pays comme la Nouvelle-Zélande, le Chili, l'Ecuador.

**Que pensez-vous de l'argument qui consiste à dire que l'attribution du droit de vote aux résidents de nationalité étrangère serait une menace pour l'identité luxembourgeoise ?**

**Denis Scuto :** Il est inquiétant de voir réapparaître les vieux poncifs national-populistes qui ont émaillé les débats sur le droit de vote des étrangers au cours des années 1980 et 1990. En 1987, Viviane Reding, à l'époque encore journaliste au *Luxemburger Wort*, en train de bâtir sa carrière politique autour d'un discours national-sécuritaire, écrivait que l'introduction du droit de vote communal pour les étrangers mettrait le pays à feu et à sang. Des chimères ! Les discours sur l'identité nationale s'inscrivent dans une tradition historique xénophobe, une tradition dans laquelle un vocabulaire national est utilisé pour invoquer des scénarios menaçants fondés sur l'opposition à l'autre : autrefois l'ennemi qu'il fallait combattre, aujourd'hui l'étranger dont il faut se méfier. Ce qui était encore appelé avant la Seconde Guerre mondiale « race nationale » ou « substance nationale » a été rebaptisé à partir des années 1950 « identité nationale », concept popularisé au Luxembourg depuis les années 1970. La logique raciale ne pouvait être maintenue après les horreurs de la guerre. Une logique culturelle l'a donc remplacée après la guerre. La matrice de ce discours est la même depuis cent ans, même si les termes sont modernisés et adaptés à l'air du temps : qu'on l'appelle race ou communauté, qu'on parle de substance ou d'identité nationale, ces notions sont présentées comme quelque chose qui n'a jamais existé et qui n'existera jamais, c'est-à-dire comme un bloc homogène et

figé. L'identité luxembourgeoise s'est au contraire développée dans un processus historique fait de continuités et de ruptures, elle rassemble points communs et différences, elle est née de tensions et de conflits, p.ex. entre fonctionnaires, employés privés, ouvriers et paysans, entre salariés et patrons, entre forces politiques de droite et de gauche etc. Par ailleurs, il est évident que l'identité nationale s'est au fil de cette histoire complexe nourrie d'apports étrangers, apports qui l'influencent et la transforment également aujourd'hui et continueront de le faire demain.

**Comment interprétez-vous la proposition de modification de la constitution, à savoir : « La langue du Luxembourg est le luxembourgeois » ?**

**Denis Scuto :** Vouloir limiter l'identité linguistique à la langue luxembourgeoise en faisant abstraction du plurilinguisme est un leurre. Cette proposition de modification montre que des politiques symboliques qui visent à réaffirmer le national dans un monde de plus en plus internationalisé influencent jusqu'au contenu de la constitution d'un pays. Cette proposition fait fi des réalités actuelles et futures, alors que la proposition de modification initialement retenue s'efforçait d'en tenir compte : « La loi règle l'emploi des langues luxembourgeoise, française et allemande en matière administrative et judiciaire. L'Etat veille à promouvoir la langue luxembourgeoise. » (Art. 41) Le trilinguisme, luxembourgeois, français, allemand, lui aussi né d'un processus historique long de plusieurs siècles – auquel est venu s'ajouter, dans le monde professionnel et virtuel l'anglais – caractérise l'identité linguistique du pays aujourd'hui et demain. Indépendamment du texte de la Constitution, c'est ce plurilinguisme que les responsables politiques pourraient développer de façon volontariste et valoriser comme exemple pour l'Union européenne.

**Propos recueillis par Claudine Scherrer**



PHOTOGRAPHIES : CLAE - PAULO LOBO, PIERRE CESTER  
32E FESTIVAL DES MIGRATIONS, DES CULTURES ET DE LA CITOYENNETÉ, MARS 2015



# Le droit de vote des étrangers : un principe d'égalité

## Prise de position du Clae sur le référendum

Depuis ses débuts, en 1985, le Clae se prononce en faveur du droit de vote des étrangers. Il tient, dans le cadre de l'organisation du référendum du 7 juin 2015 à avancer les considérations suivantes.

Nous constatons que les avancées démocratiques, à travers notamment le suffrage universel de 1919, la reconnaissance de la société civile, l'introduction des droits sociaux et le droit de vote accordé aux citoyens de nationalité étrangère aux élections sociales, communales et européennes, s'inscrivent dans un processus dynamique d'élargissement de la citoyenneté.

Si cette dynamique mérite d'être poursuivie à travers le droit de vote des résidents de nationalité étrangère aux élections législatives, nous ne souhaitons pas, en tant que plateforme associative héritière de l'immigration, défendre quelconques intérêts. Nous préférons plutôt mettre en avant les critères d'une citoyenneté permettant de faire le lien entre l'ensemble des citoyens du pays, une citoyenneté qui permette de se projeter ensemble pour penser et construire un projet de société commun. Car si la question abordée par le référendum nous semble importante pour affirmer la légitimité du système représentatif et assurer une meilleure représentation de l'ensemble de la population, il nous paraît également significatif, à travers l'articulation d'une citoyenneté de résidence, de réaffirmer à la fois de manière réelle et symbolique le principe d'égalité qui fait qu'une société puisse se penser et envisager le futur.

La loi de 2008 sur l'acquisition de la nationalité, qui permet aux résidents d'acquérir la nationalité luxembourgeoise tout en conservant leur(s) nationalité(s) d'origine, a permis des avancées considérables, mais demeure certainement insuffisante pour répondre aux défis ainsi posés.

Rappelons de ce point de vue que le suffrage universel de 1919, qui a incarné le fragile équilibre des démocraties modernes entre le principe de souveraineté (exclusivité/autorité) et le principe de démocratie (égalité/liberté) a aussi provoqué une rupture profonde qui empêche encore aujourd'hui de pleinement penser notre commune humanité et citoyenneté. C'est au nom de l'extension d'une réelle légitimité et reconnaissance publique, à la fois politique, mais aussi culturelle et sociale inscrite dans une dynamique de réciprocité, que nous envisageons l'enjeu de la question introduite par le référendum. Cet enjeu nous paraît d'autant plus important, que nous sommes particulièrement sensibles à ce que l'ensemble des enfants, futurs citoyens de ce pays, indépendamment de la trajectoire, nationalité et références culturelles de leurs parents, ne soient renvoyés à leur altérité mais puissent s'identifier et s'inscrire librement et égalitairement dans notre société. Nous rappelons de ce point de vue l'importance que constituerait l'élargissement du principe du droit du sol.

Nous sommes aussi convaincus que le droit de vote accordé aux résidents de nationalité étrangère, en élargissant l'espace public, impulsant ainsi une nouvelle dynamique au niveau du débat démocratique, aurait les mêmes effets bénéfiques que l'extension progressive du droit de vote au XIX<sup>e</sup> siècle puis l'introduction du suffrage universel en 1919.

### Le Clae :

- se positionne pour le droit de vote des résidents de nationalité étrangère, car il permettrait de renforcer la légitimité du système représentatif, d'assurer une meilleure représentation de l'ensemble de la population, de réaffirmer à la fois de manière réelle et symbolique le principe d'égalité qui fait qu'une société puisse se penser et envisager le futur tout en don-

nant une nouvelle dynamique au débat démocratique ;

- ne souhaite pas que la question du droit de vote des résidents de nationalité étrangère vienne cristalliser l'ensemble des appréhensions et adhère ainsi aux conditions de résidence et de vote liées à l'élargissement de la citoyenneté tels que proposées qui semblent équilibrées et respecter les sensibilités de chacun. La question posée prévoit effectivement deux clauses importantes, l'une concernant le temps passé au pays pour garantir un minimum de connaissance des enjeux de la politique luxembourgeoise, l'autre pour s'assurer que ceux qui auraient des nouveaux droits (ipso facto des devoirs) se sont par le passé inscrits dans une démarche de participation politique ;

- souhaite que cet enjeu lié à la participation politique n'occulte pas les questions liées à l'égalité dans la société ; nous continuerons en tant que plateforme d'associations issues de l'immigration à militer et à nous engager pour que toutes les questions liées à l'accueil et aux inégalités socio-économiques puissent trouver un écho et une réponse au sein de la société civile et du monde politique ;

- fera connaître sa position à l'ensemble des acteurs politiques et de la société civile ainsi qu'au grand public. Il restera ouvert à tout débat public dans lequel il serait invité à donner son point de vue et encourage les médias à s'emparer de la question ;

- invite l'ensemble des structures politiques luxembourgeoises à se mobiliser et à informer l'ensemble de la population sur leur position respective ;

- considère que tout changement constitutionnel est important pour l'histoire d'un pays et espère que l'ensemble des réflexions et échanges contradictoires nécessaires à cette refonte de la constitution feront davantage l'objet d'un vaste débat public.

**Adoptée en Assemblée Générale extraordinaire, le 27 janvier 2015**



## « Nous voyons avec crainte un certain repli identitaire et des séparatismes déchirer le monde »

Extraits du discours d'ouverture du 32<sup>e</sup> Festival des migrations, des cultures et de la citoyenneté

(...) Depuis quelques années, le Luxembourg accueille une immigration de plus en plus nombreuse, aux profils sociaux et culturels de plus en plus variés. De nouvelles migrations arrivent des pays du Sud de l'Europe, mais aussi des pays en guerre ou de pays où la situation humanitaire est critique. Toutes ces personnes recomposent elles aussi la société luxembourgeoise et l'accueil que nous en faisons est primordial. Dire qu'il est plus difficile de s'installer au Luxembourg aujourd'hui qu'hier ne surprendra personne. La pression sur le monde du travail est grande, les logements rares et chers, la crise économique a renforcé les inégalités sociales.

Depuis sa création, en 1985, il y a donc tout juste 30 ans, le Clae

est attentif à ces questions et nous constatons que nombre de personnes éprouvent des difficultés dans leur installation, que ce soit au niveau administratif, dans l'accès aux soins de santé ou aux services publics, dans la recherche d'un emploi ou d'un logement. La politique d'accueil, de soutien, d'information et d'orientation pour les personnes récemment installées, les demandeurs de protection internationale et les réfugiés, doit être renforcée.

Le Luxembourg prendra dans quelques semaines la présidence du Conseil européen. Nous n'avons qu'un seul vœu. Enfin, nous en avons beaucoup, mais un en particulier : que des hommes et des femmes cessent de mourir aux portes de l'Europe. Que le

Luxembourg engage l'Europe dans une volonté ferme non pas de protéger ses frontières mais de protéger les êtres humains et de les sauver du naufrage. Une mission que ne remplit pas l'opération Triton, mise en place il y a quelques mois par l'Union Européenne sous l'égide de l'agence Frontex. Cette année a également été promulguée *Année européenne pour le développement*. Une des façons les plus rationnelles d'éviter que des personnes perdent leur vie pour un hypothétique eldorado serait qu'elles puissent vivre dignement dans leur pays. Et pour cela l'aide européenne, qu'elle soit institutionnelle ou qu'elle provienne des personnes venues en migration dans nos pays reste primordiale et doit être mieux ciblée.

SUITE PAGE SUIVANTE



## Appel à projets

Le Fonds Delhaize Group, géré par la Fondation Roi Baudouin située à Bruxelles, souhaite contribuer à améliorer la cohésion sociale et le bien-être des habitants au sein des quartiers, villes et villages en Belgique et au Grand-Duché du Luxembourg. C'est pourquoi, il lance chaque année un appel aux projets associatifs. Pour 2015, le Fonds mettra 145.000 euros à la disposition des projets dont 20.000 euros pour ceux du Luxembourg. Toute personne ou association établie au Luxembourg ou en Belgique peut introduire un dossier de candidature. Le projet devra contribuer à réduire les gaspillages tout en créant des liens de solidarité et de convivialité entre habitants.

Les dossiers de candidature sont à introduire jusqu'au 11 mai 2015 et doivent être complétés en ligne : [www.kbs-frb.be](http://www.kbs-frb.be) (encadré « A la recherche de financement ? », cliquez sur « Tous les appels à projets », affinez votre recherche en tapant « Delhaize Group »).

SUITE DE LA PAGE PRÉCÉDENTE

(..) Nous voyons avec crainte un certain repli identitaire et des séparatismes déchirer le monde. La peur de l'autre, ou sa méconnaissance, est un argument porteur pour expliquer les crises qui traversent le monde. Rejeter la pensée occidentale ou rejeter l'étranger et ses références culturelles participent des mêmes incompréhensions. Chaque printemps, le temps d'un week-end, avec ce Festival, nous essayons de dire le monde autrement. Nous pourrions parler de ces amitiés qui se nouent, de ces liens qui se créent. De l'esprit populaire et fraternel du Festival. Aujourd'hui, nous préférons dire que nous aimons à valoriser la culture luxembourgeoise et ses références multiples. Tous les projets culturels portés par le Festival montrent à la fois la culture d'origine et la culture du pays d'accueil. Ce Festival, ce

Salon du livre et Artsmanif ne sont-ils pas la manière la plus convaincante pour notre pays de résister au repli sur soi qui traverse nos sociétés, aux nationalismes, aux fondamentalismes religieux, aux mouvements xénophobes ? Le Luxembourg est fort de sa société plurielle et chacun d'entre nous partage son histoire collective. Grâce aux associations qui s'engagent au Luxembourg, mais aussi dans la Grande région, à l'implication des nombreux bénévoles et salariés qui s'investissent depuis des semaines dans leur organisation et surtout grâce aux nombreux visiteurs qui nous témoignent leur confiance, le Festival des Migrations, des Cultures et de la Citoyenneté, le Salon du livre et des cultures du Luxembourg et Artsmanif, peuvent être une réussite. (..)

**Franco Barillozzi, Directeur du Clae**  
Le 14 mars 2015

## « Kweni, un mot qui nous rassemble et nous ressemble »

**KWENI est une association de femmes de culture africaine très récemment constituée en asbl. Nous avons rencontré Ghislaine Tchuisseu et Sandrine Mosikwa, respectivement présidente et membre du conseil d'administration de l'association.**

**Kweni est une toute jeune association de femmes. Comment est-elle née ?**

**Ghislaine Tchuisseu :** Nous sommes effectivement au tout début de notre projet associatif ; les statuts de notre asbl ont été déposés voilà quelques semaines seulement. Le point de départ a été un sentiment de solitude, un manque de communication entre les personnes de culture africaine. Nous résidons toutes les deux depuis presque quatre années au Luxembourg. Et comme toute personne qui arrive dans un pays étranger, nous avons ressenti le besoin de nous retrouver entre personnes de même culture pour avoir des contacts, créer des connections, échanger et partager des informations. Certes, il y a beaucoup d'associations africaines au Luxembourg mais nous n'y avons pas trouvé ce que nous cherchions.

**Sandrine Mosikwa :** La plupart d'entre elles sont constituées par des hommes et notre projet s'adresse plus particulièrement aux femmes africaines. Nous souhaitons les aider à mieux s'intégrer dans le pays, à ne pas se sentir seules.

**La particularité de votre association est qu'elle ne s'identifie pas à un pays d'origine. Elle s'ancre davantage dans la culture africaine au sens large...**

**Ghislaine Tchuisseu :** Oui, c'est une volonté de notre part. Nous ne voulions pas rassembler des femmes d'une même nationalité. Actuellement, les femmes de l'association sont essentiellement d'origine camerounaise et congolaise. Lorsque nous aurons une plus grande



visibilité, nous espérons toucher d'autres femmes africaines. Nous avons vraiment envie d'être ensemble, de nous amuser, de dévoiler un visage de l'Afrique autre que celui relayé par les médias. Nous voulons montrer que nous vivons comme tout le monde. On essaie de s'intégrer et on aimerait être vues juste telles que nous sommes et non selon des préjugés. Ce n'est pas évident ! J'ai trouvé qu'au Luxembourg, il y a moins de connaissances de l'Afrique que dans les pays voisins.

**Sandrine Mosikwa :** Il y a ces petites difficultés du quotidien que la femme africaine connaît. Par exemple, la question des cheveux. Il est difficile de trouver un salon de coiffure qui tienne compte de leurs spécificités. Beaucoup de femmes africaines ne savent pas comment coiffer leurs cheveux ni ceux de leurs enfants. Un autre exemple est la crème pour la peau... ça ne va jamais. Lorsque l'on vient d'une grande ville comme Paris ou Bruxelles, on trouve plus facilement les informations sur ce type de choses alors qu'à Luxembourg, cela manque. C'est également sur cet aspect très pratique du quotidien que nous souhaitons communiquer.

**Que signifie « Kweni » ?**

**Sandrine Mosikwa :** Kweni signifie amour dans un dialecte de

l'ouest du Cameroun. Nous avons choisi un mot qui rassemble et nous ressemble. Dans l'amour, il y a le partage, l'union, l'unité. Le respect et la transparence sont aussi des valeurs universelles que nous souhaitons véhiculer.

**En mars, vous avez participé pour la première fois au Festival des migrations avec un stand associatif...**

**Ghislaine Tchuisseu :** C'était une très belle expérience ! Je connaissais déjà le Festival depuis mon arrivée au Luxembourg. Pour le stand de l'association, c'était un peu compliqué au départ. Nous avons réfléchi sur ce que nous pourrions présenter. Quelque chose de plus ou de différents des autres stands de cultures africaines... Il fallait essayer de se démarquer. Nous avons, entre autres, proposé des vêtements et accessoires en pagne que l'on ne trouve pas au Luxembourg.

**Quels sont vos projets à venir ?**

**Sandrine Mosikwa :** Nous aimerions mettre en place, dans les prochains mois, des ateliers de cuisine ainsi que des cours de culture générale sur l'Afrique. Ils seraient ouverts à tout le monde. Pour les ateliers de cuisine, nous sommes en train de réfléchir si nous allons les organiser physiquement ou si nous les proposons uniquement en ligne sur internet. Nous souhaitons faire connaître la culture africaine et l'Afrique. Il y a plein de choses qui différencient ce continent des autres. Les Européens et même certains enfants de culture africaine qui grandissent ici ne connaissent toujours pas vraiment l'Afrique.

Propos recueillis  
par Claudine Scherrer



**KWENI**  
c/o Ghislaine Tchuisseu  
129, rue Pasteur  
L-3543 Dudelange



© PIERRE CESTER / CLAE

© PAULO LOBO / CLAE





#### 10<sup>e</sup> FLAMENCOFESTIVAL

**Jusqu'au 16 mai, Kulturfabrik Esch/Alzette**

Le Circulo cultural Español Antonio Machado et la Kulturfabrik Esch présentent la 10<sup>e</sup> édition du FlamencoFestivalEsch avec des spectacles de danse, de chant et de guitare, des stages (danse, cajon, chant et guitare), une exposition photos « Flamenco » ainsi qu'un cycle de documentaire à la cinémathèque de Luxembourg-ville. Programme : [www.kulturfabrik.lu](http://www.kulturfabrik.lu)

#### ATELIERS POUR ENFANTS

**Bibliothèque interculturelle 6, rue Tony Bourg Luxembourg-Gasperich**

La bibliothèque interculturelle Il était une fois organise régulièrement des ateliers en différentes langues. Les prochains auront lieu :

- Samedi 16 mai, atelier en anglais (de 14h à 15h), en français (de 16h40 à 17h40);
- Samedi 06 juin, atelier en anglais (de 14h à 15h), en allemand (de 15h20 à 16h20),



## FÊTE DE LA MUSIQUE ET DES CULTURES DE GASPERICH

**Le 19 juin à partir de 19h, au rond point de l'horloge, Luxembourg-Gasperich**

La 14<sup>e</sup> fête de la musique et des cultures organisée par le Clae à Gasperich invite, comme chaque année, des associations à prendre part à cette manifestation qui indique le mouvement du métissage culturel du pays. Le groupe Cabolux investira la soirée de sa musique créole inspiré de rythmes africains et capverdiens aux accents hip hop, rap, reggae ou encore zouk.

© CLAE - PAULO LOBO

en espagnol (de 16h40 à 17h40);  
- Samedi 13 juin, atelier en slovaque (de 14h à 15h), en tchèque (de 15h20 à 16h20), en français (de 16h40 à 17h40).  
Le calendrier complet ainsi que les modalités d'inscription sur le site [www.iletaitunefois.lu](http://www.iletaitunefois.lu)

#### COURS D'ALPHABETISATION EN LANGUE PORTUGAISE

**Chaque samedi, de 9h30 à 11h à Ernzen - 30, rue de Larochette.**

Informations et inscriptions : [c.redentor@email.lu](mailto:c.redentor@email.lu)  
Les cours sont gratuits et organisés par l'asbl Centro Redentor de Luxembourg

#### LITTÉRATURE CROATE

**La Société Croate Luxembourg informe invite** à son Club du livre dont la prochaine réunion se tiendra le 21 mai à 20h, au Colony Café & Bar (1<sup>er</sup> étage), Luxembourg-ville.

Informations : [info@hrvatska.lu](mailto:info@hrvatska.lu) ou [www.kroatien.lu](http://www.kroatien.lu)

#### FORMATION ASSOCIATIVE

**Organisée par le Clae**

La formation Imbrication propose aux associations, une méthodologie, des outils, un espace de réflexion et d'échange portant sur la mise en mouvement d'un projet associatif. Le 1<sup>er</sup> temps de la formation se concentre sur la définition du projet associatif. Le 2<sup>e</sup> module brasse les questions relatives au fonctionnement

statutaire et permet d'appuyer une réflexion sur la question de la mobilisation des membres. Nous travaillons ensuite sur la méthodologie d'un projet d'action et consacrons notre dernier module à la comptabilité associative.

Prochaine session : les jeudis 21 mai et 11, 18 et 25 juin de 18h à 21h et le samedi 23 mai, de 9h30 à 12h30. Détails et inscription sur notre site [www.clae.lu](http://www.clae.lu)

#### REPAS ET SCÈNE OUVERTE

**Le 06 juin, de 19h à 23h, Château de Bettembourg, salle des fêtes - 13, rue du Château**  
Repas péruvien bio, de 19h à 21h. Toute la soirée, scène ouverte avec musiques, chants, textes, poèmes, sketches, impros, danses, performances.  
Réservations à effectuer pour le 1<sup>er</sup> juin : 15 euros par personne sur le compte LU07 0019 1355 0333 3000 (BCEE) de LUXPE



asbl (communication : 6615 + noms des personnes). Chacun(e) est invité(e) à s'inscrire à la scène ouverte ! Informations et inscriptions : [icluxe@gmail.com](mailto:icluxe@gmail.com), tél. 403286 ou 621394809  
Organisé par l'Institut culturel luxembourgeois-péruvien

#### RENCONTRES SANS FRONTIÈRES

**Le 28 juin, de 8h à 20h, au complexe sportif Boy Konen, à Cessange**

La Ville de Luxembourg organise, en collaboration avec le Clae, une journée sportive et interculturelle favorisant l'échange et le métissage : les « Rencontres sans frontières » accompagnées d'une fête interculturelle conviviale pour toute la famille avec des groupes musicaux et de nombreux stands culinaires. Les personnes ou équipes désirant participer au tournoi sont appelées à s'inscrire sur le site Internet [www.rs-f-vdl](http://www.rs-f-vdl). Les associations souhaitant proposer une animation ou un stand peuvent directement s'adresser au Clae (29 86 86-1).

**LE CLAE TIENDRA SON ASSEMBLÉE GÉNÉRALE LE 02 JUILLET À 19H15, 26 RUE DE GASPERICH LUXEMBOURG**

Soutenez le bulletin en vous abonnant ! L'abonnement est de 10 euros / pour 6 numéros (10 eur/an).

Pour cela, il vous suffit d'effectuer un virement sur le CCP CLAE Services asbl IBAN LU32 1111 0184 5121 0000 avec la mention : abonnement horizon.

**Horizon est édité par l'asbl CLAE Services** 26, rue de Gasperich L-1617 Luxembourg tél. (+352) 29 86 86-1

fax (+352) 29 86 01 - [migrations@clae.lu](mailto:migrations@clae.lu) - [www.clae.lu](http://www.clae.lu) - Coordination : Claudine Scherrer - Impression : Reka - Diffusion : 5.000 exemplaires - Parution 6 fois par an